

Lutte de classe

Les mauvaises intentions électoralistes de Bruxelles

Chaque jour qui passe, les différents candidats à l'élection présidentielle nous abreuvent de promesses. Pour l'Union européenne, l'urgence aujourd'hui, c'est de reporter au lendemain des élections l'annonce de nouvelles directives scélérates.

Ainsi, un article du *Monde* du 7 février titrait « *Bruxelles gèle les dossiers sensibles jusqu'à la fin des élections en France.* ».

Parmi ces dossiers importants, il y a ceux sur le livret A, la viticulture et la pollution des eaux en Bretagne.

José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, aurait décidé d'attendre l'issue de l'élection présidentielle avant de recommander au gouvernement français d'abroger ou pas le duopole de distribution du livret A par La Poste et les Caisses d'épargne.

Pour la commissaire à la concurrence, l'exclusivité dont bénéficient l'établissement public et le réseau mutualiste fausserait la concurrence avec les banques privées. Mme Kroes s'apprêterait à demander la fin de cette exclusivité tout en souhaitant préserver les missions de service public qui lui sont attachées, comme le financement du logement social.

Question : Comment peut-on prétendre que des banques privées pourraient financer le logement social, alors que l'État n'est même pas capable de loger décemment plus de 3 millions de travailleurs, et que 91% des maires violent en permanence la loi les obligeant à réserver 20% de leur budget au logement social ?

La Commission a aussi reporté la présentation de son projet de contre-réforme de la politique viticole de l'Union européenne en précisant que « *Le calendrier français est un élément qui a été pris en compte, mais ce n'est pas le seul ; le Parlement européen ne donnera pas son avis avant fin mars ou début avril, et il sera donc difficile de bouger ensuite* ». Vous avez bien lu que c'est la Commission qui décidera et que le Parlement européen se contentera de donner « *son avis* » sur la contre-réforme qu'elle lui aura soumis, autrement dit, une nouvelle fois, elle le dit clairement, c'est bien la Commission non élue et constituée de commissaires européens désignés par les chefs d'État qui détient le pouvoir à Bruxelles.

La Commission européenne ne voudrait surtout pas favoriser un candidat qui intégrerait dans son programme la rupture avec l'Union européenne, autrement dit, sans nommer directement Schivardi, elle tient à favoriser la candidature de ceux qui la soutiennent. Il serait malvenu que le seul candidat qui se déclare opposé à l'Union européenne ramasse la mise dans les campagnes lors de l'élection présidentielle, sachant qu'en 2008 ce sera au tour des technocrates du gouvernement français de présider l'Union européenne, et qu'à cette occasion, la Commission européenne se chargera de faire pression sur le gouvernement français pour qu'il propose un nouveau projet de constitution européenne, afin de mettre un terme à l'impasse politique qui a résulté de la victoire du non le 29 mai 2005, ce à quoi Royal et Sarkozy se sont déjà engagés.

Concernant le projet d'arrachage volontaire de dizaines de milliers d'hectares de vignes, un haut fonctionnaire a indiqué « *Il n'y a pas besoin d'avoir fait l'ENA pour comprendre que ce n'est pas le moment de provoquer une levée de boucliers contre l'Europe* ».

On avait parfaitement compris. Il n'est pas dans mon intention d'opposer les viticulteurs des différents pays entre eux et d'adopter la position purement nationaliste et cocardière de Schivardi, n'oublions pas qu'il s'agit pour la très grande majorité d'entre eux de chefs d'entreprise, de patrons.

Les directives de Bruxelles ne sont contraignantes que pour ceux qui les acceptent, autrement dit, pour ceux qui acceptent que le capitalisme mondial dicte sa loi à l'ensemble des peuples, ce qui n'est pas notre cas. On devrait ajouter que ceux qui privilégient les lois de l'État bourgeois français par

rapport aux directives de Bruxelles, acceptent par avance que le capitalisme français dicte sa loi dans ce pays au prolétariat, ce qui pour nous est tout aussi inacceptable. Notre combat est orienté à la fois contre le capitalisme français et contre le capitalisme mondial, nous n'avons pas à défendre l'un contre l'autre, mais à les combattre tous les deux en montrant qu'ils s'appuient sur les mêmes rapports sociaux d'exploitation qui sont à l'origine des conditions d'existence insupportables du prolétariat en France et partout dans le monde, c'est la raison pour laquelle, il faut combattre les institutions de la Ve République sur lequel repose le capitalisme en France, afin de rompre les relations avec l'Union européenne qui n'est que le porte-parole des intérêts du capitalisme mondial.

Le développement et la restructuration du capitalisme à l'échelle mondiale pour garantir ses profits obligent les capitalistes de chaque pays à intégrer les règles imposées par les marchés financiers dominés par les impérialismes les plus puissants. Les capitalistes de chaque secteur de production n'ont que deux solutions : soit intégrer le capitalisme mondial au risque de perdre leur indépendance en ne conservant que des activités spécifiques et complémentaires aux autres entreprises du même secteur d'activité, pour au bout du compte être absorbés dans une holding internationale dans laquelle ils n'auront plus aucun pouvoir de décision, soit de refuser de s'y intégrer pour se retrouver isoler et confronter à une concurrence insoutenable sur le marché mondial largement dominé par la loi des multinationales et des banques, bref, sans le soutien quotidien des banquiers, ils seraient rapidement voués à la faillite. Dans les deux cas, soumission ou résistance à l'intégration au capitalisme mondial, le capitaliste n'est plus en mesure de décider de son avenir, il est lié d'une façon ou d'une autre au système bancaire et financier, au marché international, au capitalisme mondial.

Il est totalement impensable de défendre l'une ou l'autre de ces facettes du capitalisme. C'est l'État bourgeois qui codifie dans le droit français les lois qui sont favorables au capitalisme mondial. Que les capitalistes les plus faibles soient voués à la disparition et entraînent la suppression de milliers d'emplois pose la question, non pas de la défense du capitalisme français, mais pose directement la question politique de la remise en cause de l'État bourgeois comme serviteur docile au service exclusif du capitalisme mondial.

Sur les questions de l'environnement, le commissaire en charge de ce dossier, Stavros Dimas, a accepté de prolonger les tractations avec le gouvernement français avant de saisir la Cour européenne de justice à propos de la pollution persistante des eaux bretonnes au nitrate : alors que le gouvernement aurait dû respecter la législation européenne depuis quinze ans, il est sous la menace d'une sanction financière de plusieurs dizaines de millions d'euros. « *La proximité des élections n'est pas un argument direct mis en avant par les représentants français, mais la Commission est assez grande pour savoir d'elle-même qu'une initiative trop forte peut enflammer la campagne* », observe un diplomate, en espérant que le dossier « nitrate », ou un autre, ne sorte pas des tiroirs bruxellois au mauvais moment, fait remarquer le journaliste du *Monde*

Bref, pour la Commission européenne, il faut favoriser le consensus existant en France autour de l'Union européenne.

La question soulevée ici est paradoxale, puisqu'elle s'appuie sur le laxisme insupportable de tous les gouvernements successifs qui ont favorisés l'élevage intensif et la pollution à grande échelle en générale, y compris lorsque les Verts étaient au gouvernement, et il est difficile de ne pas reconnaître la nécessité d'agir dans ce domaine pour stopper net la pollution des nappes phréatiques à l'échelle du pays, car il n'y a pas que la Bretagne qui soit concernée par ce problème.

Cependant, on ne peut pas admettre que ce soit l'Union européenne, une institution supranationale et antidémocratique qui dicte et décide à notre place du sort de l'agriculture et de l'élevage en France, encore moins qu'elle nous impose une sanction financière que les travailleurs devraient régler.

L'Union européenne n'est pas autre chose qu'un organisme politique dont l'objectif est de soumettre à un niveau jamais atteint par le passé le capitalisme de chaque pays aux intérêts du capitalisme mondial. Les différents gouvernements des pays de l'Union européenne qui sont déjà au service de leur propre capitalisme, face à la restructuration et à la concentration industrielle et financière imposées par l'impérialisme le plus puissant, l'impérialisme américain, face au développement effréné du capitalisme en Chine, en Inde, au Brésil et plus généralement en Asie et en Amérique Latine, ils n'ont pas d'autre alternative que d'accélérer l'intégration de leur propre capitalisme au sein du capitalisme mondial et d'en accepter les règles, quitte à devoir abandonner en contrepartie des pans

entiers de leur industrie, de leur agriculture, etc., quitte à devoir affronter leur propre prolétariat qui résiste et refuse que soit remis en cause ses conquêtes sociales et démocratiques, désormais incompatibles avec le capitalisme en crise ouverte. L'Union européenne est un instrument de soumission des peuples à l'exploitation forcée capitaliste, dont les gouvernements des différents pays se font les porte-paroles zélés et intéressés. Il est donc impératif que le prolétariat de chaque pays déclare la guerre à son propre gouvernement et aux institutions sur lesquelles ils reposent pour s'emparer du pouvoir, pour rompre avec cette politique, pour rompre du même coup avec l'Union européenne.

Seul un gouvernement ouvrier ayant pour seul objectif non pas la rentabilité effrénée de l'agriculture et de l'élevage dans le cadre de la concurrence du marché capitaliste mondial, mais le bien-être de la majorité de la population, sera à même de prendre les mesures indispensables pour interdire la pollution des terres, des nappes phréatiques, de l'eau et de l'air en général, et rompra avec l'Union européenne.

A bas le gouvernement Chirac -de Villepin et les institutions antidémocratique de la Ve République !

A bas le capitalisme !

A bas l'Union européenne !

Pour un gouvernement ouvrier issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat !